

FLASH MOBS 71

Action du 5/02/2019 CHALON SUR SAONE

MERCREDI 6 FÉVRIER 2019 LE JOURNAL DE SAÔNE-ET-LOIRE

ACTU CHALONNAIS 15

CHALON-SUR-SAÔNE SERVICE PUBLIC

Les agents des finances publiques dénoncent une politique de casse



■ Au centre des finances publiques, la mobilisation de ce mardi a été portée par l'intersyndicale CGT, FO, Solidaires et Cfdt. Photo Marion GIOUSE

À l'occasion de la journée de grève interprofessionnelle de ce mardi, les agents des finances publiques dénoncent un service à l'usager qui se détériore.

« Les gens comprennent tout à fait notre mobilisation. Il y a une vraie demande de services publics dans la population. » Devant la grande porte du centre des impôts situé avenue Pierre-Nugue à Chalon-sur-Saône, une trentaine d'agents des finances publiques distribuent des tracts rédigés de concert par la CGT, Solidaires, FO et la Cfdt. Ce mardi, jour de mobilisation nationale interprofessionnelle, cette intersyndicale a été reçue par la directrice départementale des finances publiques à Mâcon. « Des cahiers de doléances » rédigés dans les services lui ont été apportés.

La trésorerie de Saint-Rémy va fermer dans 8 mois

Au 1^{er} septembre 2019, quatre trésoreries vont fermer dont celle de Saint-Rémy (plus La Chapelle-de-Guinçay, La Clayette, La Roche Vineuse). La Saône-et-Loire comp-

te 47 trésoreries en 1993, elles sont moins d'une trentaine aujourd'hui. Celle de Givry a été une des premières à cesser son activité en 2008.

« Avec le prélèvement à la source, il y a tellement de demandes que parfois, on n'arrive plus à répondre au téléphone. »

Une agent du "secteur assiette"

Dans certaines trésoreries comme à Chagny ou à Cuiseaux, le service de l'impôt a disparu, il ne reste plus que le service aux collectivités. La "publicité foncière" (anciennement conservation et hypothèques) devrait déménager à Mâcon ainsi que le "service enregistrement" (successions). « Le maillage territorial de l'administration fiscale est en train d'exploser », alerte Pascal Poyen, agent et secrétaire départemental de Solidaires. Autre changement, le 1^{er} septembre

prochain, l'hôtel des finances publiques de Chalon-sur-Saône regroupera la trésorerie hospitalière du Nord Saône-et-Loire (Autun, Montceau..., hors Ehpad). Jus- qu'ici, le centre de Chalon n'était comptable que de l'hôpital William-Morey et du CHS de Sevre. « Leur objectif, c'est de n'avoir que deux centres des finances publiques à Chalon et à Mâcon », résume une agent mobilisée.

La baisse des effectifs impacte l'accueil du public

En Saône-et-Loire, la Direction générale des finances publiques a supprimé 144 emplois depuis 2012. En 2019, les effectifs baisseront encore de 18 personnes. « Ce sont les catégories B et C qui sont les plus attaquées, justement celles qui assurent l'accueil et traitent les demandes du public », développe une fonctionnaire du "secteur assiette". « Avec le prélèvement à la source, il y a tellement de demandes que parfois, on n'arrive plus à répondre au téléphone », ajoute-t-elle (lire par ailleurs). Alors que la plateforme nationale, elle-même régulièrement débordée, renvoie vers les centres des impôts locaux.

144

Le nombre d'emplois supprimés, depuis 2012 en Saône-et-Loire, par la Direction générale des finances publiques. En 2019, les effectifs baisseront encore de 18 personnes.

L'objectif de la dématérialisation de tous les paiements fiscaux, d'ici 2022, pousse également les centres à réduire leurs horaires d'ouverture (comme cela a été le cas récemment à Chalon) pour inciter les gens à trouver les réponses en ligne. « Ce système n'est pas égalitaire, tout le monde n'a pas la faculté d'utiliser l'outil informatique », regrette une agent qui conclut, dépité : « Le service à l'usager est détérioré. »

Marion GIOUSE

NOTE Lundi, jeudi et vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 16 h. Mardi et mercredi de 8 h 30 à 12 h. Des horaires valables même pendant les semaines précédant la date limite de remplissage de la déclaration fiscale.

ZOOM

100 visites par jour pour le prélèvement à la source

Janvier est normalement un mois calme au centre des impôts de Chalon-sur-Saône. Toutefois, ce mardi à 11 heures, une file d'attente de 15 personnes s'étirait devant le présentoir de l'accueil et 18 personnes supplémentaires attendaient à l'étage après s'être fait remettre un ticket. Soit 33 personnes. Depuis la mise en place du prélèvement à la source, près de 100 contribuables viennent chaque jour se renseigner sur cette question, en plus des 70 visiteurs moyens journaliers. La personne unique à l'accueil a été renforcée par deux, voire trois personnes.



■ 33 personnes étaient présentes mardi à 11 heures au centre des impôts. Photo Marion GIOUSE

Selon plusieurs agents, le prélèvement à la source n'est pas adapté au système français basé sur la composition du foyer, les niches fiscales et les crédits d'impôts (travaux de rénovation, services à domicile, frais de garde...) censés être remboursés en septembre de l'année en cours. « Jusque-là, le taux de recouvrement de l'impôt sur le revenu était excellent (98 %) mais il n'est pas certain que ça se passe aussi bien avec les entreprises qui doivent ensuite abonder les caisses de l'État, craint Mina Jaillard, élue de la majorité à Chalon et agent au Service des impôts des entreprises (SIE). La TVA n'est déjà pas toujours reversée et les entreprises présentent souvent des difficultés de trésorerie. »

Action du 8/02/2019 et jours suivants ! : CHALON



Depuis la fin du mois de janvier, appel intersyndical au boycott des entretiens :



**Pour marquer votre mécontentement
Vous voulez des actions
qui se voient et qui ne coûtent rien ?
En voilà UNE :**



LE CREUSOT : Finances Publiques : La casse des missions du service public dénoncée

f t Lu 1106 fois Imprimer l'article

11/02/2019 16:12



Pierre Badey secrétaire départemental CGT (Finances Publiques) a été clair ce lundi en début d'après-midi : « Il ne s'agit pas de grève, mais bien d'une mobilisation des agents des finances pour dénoncer la casse des missions du service public... ». Une "mobilisation" sans aucune gêne pour les Creusotins puisque, le syndicaliste l'a précisé, elle se déroule jusqu'à 14 heures pour l'ouverture des portes du centre des finances publiques du Creusot où une vingtaine de personnes s'était rassemblée. Pierre Badey qui était entouré de Magali Rocher et Christelle



Fauchon pour le syndicat Solidaires Finances publiques a rappelé la tenue dernièrement du même mouvement à Chalon (5 février) et annoncé une prochaine mobilisation sur Montceau-les-Mines. « Les petites localités sont appelées à évoluer vers des points de permanence, 18 postes ont déjà été supprimés sur le département. Notre Direction refuse de nous donner des

informations mais nous savons que des changements sont prévus d'ici 2022... » expliquent les syndicalistes qui pensent à des concentrations de services sur des sites principaux comme Chalon et Mâcon. « Les gens viennent

s'assurer qu'ils ne font pas de bêtises, on les rassure, les informe, le contact humain est très important, sur Le Creusot, nous recevons dans chaque centre, une centaine de personnes par jour avec de nombreuses questions sur le prélèvement à la source... c'est 30 à 50% de plus que l'an passé à la même période. Aujourd'hui la menace est réelle, des missions vont être transférées...» annonce Pierre Badey, qui milite pour la défense des services publics et notamment ici pour que les Creusotins puissent encore longtemps bénéficier des mêmes services avec un point d'accueil spécifique pour les trois pôles du Centre local (pôles Impôts particuliers-Impôts entreprises et Trésorerie). « Au final, ce sont toujours les citoyens et les agents qui sont les grands perdants ! ». D'où cette mobilisation permettant aussi d'informer les populations.

lejournal
MAGAZINE DE LA RÉGION

LE CREUSOT

Finances publiques : ils dénoncent une politique de casse

Vu 662 fois | Le 11/02/2019 à 14:18 | mis à jour à 15:20 | Réagir (2)



Ce lundi, une vingtaine d'agents des finances publiques s'est retrouvée au Creusot pour dénoncer leurs conditions de travail et le démantèlement annoncé des centres des impôts. "Nous savons que de gros changements vont intervenir d'ici 2022. Mais notre direction départementale refuse de nous donner le détail. Ce que nous craignons, c'est que les centres des impôts du Creusot, de Montceau et de Louhans ferment pour être concentrés à Chalon", ont expliqué Magali Rocher (syndicat Solidaires), Pierre Badet (CGT) et Christelle Fauchon (Solidaires).

Les fonctionnaires, qui se sont rassemblés une quinzaine de minutes derrière une banderole revendicative avant de prendre leur service, estiment que l'horizon qui leur est présenté est bouché : "depuis quatre ans, les horaires d'ouverture au public ont été réduits du fait que nous soyons moins nombreux. Nous n'ouvrons plus les vendredis pour pouvoir traiter les différents dossiers", ont ajouté les représentants du personnel qui estiment que la fréquentation des contribuables est en hausse de 30 à 50% par rapport à l'année dernière. "Beaucoup plus de personnes passent au centre des impôts pour obtenir des renseignements sur le prélèvement à la source. Les contribuables n'ont plus que jamais besoin d'un service de proximité", ont martelé les représentants des syndicats CGT, Solidaires, FO et CFDT qui prévoient des mobilisations similaires à celle du Creusot devant d'autres centres des impôts du département dans les prochains jours.

MÂCON - SAINT-DENIS (93)

Affaire conclue : les coulisses d'une émission qui cartonne

le journal

Édition Bresse ZIC DE SAÔNE-ET-LOIRE Vendredi 15 février 2019 - 1,29 €

PAGES 3-3

LOUHANS

Bientôt des jeux extérieurs à Aquabresse ?

PAGE 13

BRESSE

Les agents des impôts en colère

EXPLOIT SPORTIF BRESSAN

La crème des sportifs en images

PAGES 16-17

DOMMARTIN-LÈS-CUISEAUX

Le premier grand débat, c'est ce soir

PAGE 14

Une vingtaine d'agents des finances publiques de Louhans ont affiché leur mécontentement ce jeudi. Ils s'insurgent notamment pour l'avenir de ce service public en Bresse. Photo Patrick ABOUJAWD

PAGE 12

12 **ACTU BRESSE**

Vendredi 15 février 2019

LOUHANS Manifestation

« Il y aura moins de services aux finances publiques de Louhans »

Ce jeudi, une vingtaine d'agents du centre des finances publiques de Louhans ont manifesté. Pour dénoncer leurs conditions de travail, mais aussi pour mettre en garde sur l'avenir de ce service public en Bresse.

« **P**as contents », les agents des finances publiques en poste à Louhans. Ce jeudi, ils ont dû faire face à une pluie de neige. Ils ont donc dû se réfugier dans la salle de réunion de leur lieu de travail. Une vingtaine d'agents participant à cette action à l'appel de l'intersyndicale rétrospectif CGT, FO, Solidaires et CFDT.

Deux suppressions de poste à Louhans en 2019

Cette action intervient alors que le préfet vient de la source de l'impôt vers le revenu est mis en place depuis le début de l'année. C'est pourquoi il est une des premières raisons de la colère. « Nous avons beaucoup de personnes qui viennent pour demander une modification de leur taux de prélèvement », explique Pascal Le Moine, agent syndiqué chez Edouard. C'est une charge de travail supplémentaire, qui augmente un temps de traitement. « Or, les services doivent être livrés avec des moyens humains qui diminuent ». En Saône-et-Loire, 18 suppressions de postes sont prévues en 2019 aux finances publiques, dont deux à Louhans : une à la trésorerie, et une au Service des impôts des particuliers, celui-ci étant en outre le service de la fiscalité. Cette tendance se date par d'ailleurs. « Il y a 10 ans, nous étions plus de 20 agents des finances publiques à Louhans, se souvient Patrick Buis, du syndicat Solidaires. Aujourd'hui, nous ne sommes plus qu'une bonne trentaine, en comptant les suppressions de poste et les transferts d'agents. « Plus de services publics (Centre des impôts particuliers, Publicité fiscale, Pôle de contrôle des entreprises) ont également disparu ».

Quel avenir pour les trésoreries ?

Et ça ne va certainement pas s'arrêter là. Selon les questions, le Directeur départemental s'apprête à annoncer une réorganisation de ses services. « Tous les départements doivent le faire dans le cadre de la réforme nationale de la fonction publique », indique Thomas Gille, secrétaire départemental adjoint de la CGT finances. Qui ne sait pas à quelle sauce ses agents et agents le service vont être mangés. « En Vendée, par exemple, ils ont fermé toutes les trésoreries du département. » Cela veut dire que celles de Louhans, Cousseux, Cîteaux, Saint-Germain-de-Bon et Pierre-de-Bresse vont disparaître ? Pour l'instant, elles ne font que partie des trésoreries qui doivent fermer en 2019 (une par ailleurs). Mais Thomas Gille n'est pas optimiste pour l'avenir. « Je ne suis pas sûr que ça se passe en Saône-et-Loire. On attend le projet de la direction. Mais quel qu'il soit, avec cette réorganisation, il y aura moins de services au centre des finances publiques de Louhans », prévient Patrick ABOUJAWD.

4 Le nombre de trésoreries du département dont la fermeture est actée pour le 3^e septembre 2019 : La Chapelle-de-Guinchay, La Clayette, La Roche-Vineuse et Chalon Perrière. Celle de Cousseux, a finalement été maintenue. Jusqu'à quand ?

QUESTIONS À

Laurent Chalutroux, directeur départemental adjoint des finances publiques

« Les suppressions de poste vont certainement continuer »

Vos agents beaucoup manifestent une crainte du service des finances publiques en Bresse. Qu'en est-il de ce projet de réorganisation lancé par la Direction départementale ?

« Nous sommes en réflexion, il n'y a pas de décision prise. La direction générale des finances publiques fait des transferts importants pour répondre à la décentralisation. Plusieurs plans sont à l'étude : notre organisation, nos services, nos locaux, nos moyens humains. Il y a un gain de temps par agent qui est énorme. Aujourd'hui, en Saône-et-Loire, plus de 50 % des déclarations de revenus se font en ligne. »

Les agents craignent du fait des suppressions de poste...

« Le futur sera, 18 suppressions de postes prévues en 2019. Ces suppressions, vont certainement continuer parce que l'administration doit continuer à évoluer, pour les professionnels comme pour les particuliers. Il y a un gain de temps par agent qui est énorme. Aujourd'hui, en Saône-et-Loire, plus de 50 % des déclarations de revenus se font en ligne. »

Cette réorganisation ne va pas dans le sens d'un service de proximité...

« Si on était obligés de se regrouper, une réflexion serait menée sur le territoire. On sait que tout le monde ne peut pas faire ses démarches sur Internet, particulièrement dans les territoires ruraux comme la Bresse. Et même si je ne peux pas me rendre à pied à Louhans, il y aura toujours une personne. Par ailleurs, on sait que certains ne viennent pas à Louhans, mais à Chalon-sur-Saône, c'est pour cela qu'il faut aussi le faire. »

Du changement pour l'hôpital

Parce que les agents du personnel des finances publiques de Louhans, il y a aussi le transfert de la gestion de la comptabilité de l'hôpital de Louhans à Chalon. Deux institutions hospitalières ont en effet été créées à l'initiative du département. « À Louhans, quand la personne spécialisée ne se présente pas, on va à Chalon, ou à Mâcon, ou à Nevers, ce n'est pas le cas », explique Laurent Chalutroux. Les agents ont, quant à eux, obtenu un autre coup de cœur au service de proximité.

MANIFESTATION

Louhans : les agents des finances publiques en colère

Des suppressions de poste d'une part, une charge de travail plus forte du fait du prélèvement à la source d'autre part : une vingtaine d'agents du centre des finances publiques ont manifesté ce jeudi.

Vu 368 fois | Le 14/02/2019 à 12:18 | mis à jour à 12:45 | Réagir



■ Les agents des finances publics ont déployé une banderole pendant une demi-heure. Photo Patrick AUDOUARD

LECTURE
ZEN

Ce jeudi, en fin de matinée, une vingtaine d'agents du centre de finances publiques de Louhans (rue des Bordes) ont répondu à l'appel de l'intersyndicale CGT, Solidaires, FO et CDFT. Ils ont déroulé, dans la cour intérieure du site, une banderole pour exprimer leur colère. Ils entendent ainsi prévenir du danger qui plane sur ce service, que ce soit au niveau national ou local.

Les agents se plaignent notamment des suppressions de poste (18 emplois supprimés en Saône-et-Loire en 2019, selon leurs chiffres), alors que la mise en place du prélèvement à la source a pour conséquence une plus grosse charge de travail.

Ils s'inquiètent également du projet de restructuration du service départemental des Finances publiques, qui doit être prochainement annoncé par leur direction. Ils redoutent de la casse sans vraiment savoir à quoi s'attendre. "Quoi qu'il arrive, il y aura moins de services à Louhans", préviennent-ils.

L'INDÉPENDANT

PARAIT LE MARDI ET LE VENDREDI

du Louhannais et du Jura

BRESSE / ÉCOLES

Sept fermetures de classe : la mobilisation ne faiblit pas P.5



LOUHANS

Les agents des impôts inquiets

Face à un projet de restructuration, les agents craignent des services en moins au centre de Louhans. P.6

SECOURS



L'appel des pompiers pour libérer les volontaires

Les du club « Atouts Bresse entreprises », les responsables des pompiers du département ont lancé un appel aux entreprises pour faciliter la disponibilité des volontaires. P.32

VARENNES-SAINT-SAUVEUR

Un prix d'excellence pour la laiterie

Le ministre de l'Agriculture a récompensé la laiterie de Bresse pour avoir obtenu, trois années de suite, une médaille au concours général agricole. PAGE 4

SERVICES

Centre des impôts : les agents inquiets pour l'avenir du site

Les agents du centre de finances publiques de Louhans (rue des Bordes) ont décidé d'agir. Ils craignent notamment des suppressions de services à venir.

À l'appel de l'intersyndicale CGT - Solidaires - FO Finances Publiques 71, des agents des finances publiques de Saône-et-Loire se mobilisent actuellement pour défendre entre autres le service public, leurs missions et leurs emplois. Les syndicats annoncent 18 suppressions de poste en Saône-et-Loire en 2019 et dénoncent entre autres des conditions de travail dégradées dues à une baisse constante des moyens. Ils pointent du doigt aussi la mise en place du prélèvement à la source.

Des actions ont déjà eu lieu à Chalon et au Creusot. Ce jeudi peu avant midi, une vingtaine d'agents de Lou-



Ce jeudi peu avant midi, une vingtaine d'agents de Louhans ont pris un moment sur leur temps méridien pour faire une action symbolique.

« Nous craignons des suppressions de services au niveau de Louhans »

hans ont pris un moment sur leur temps méridien pour faire une action symbolique et expliquer la situation aux usagers de passage.

« Notre directrice départementale des finances publiques doit rendre un projet

de restructuration au ministère à Bercy. Nous craignons des suppressions de services au niveau de Louhans, précise Thomas Gilles de la CGT finance publique et inspecteur à Louhans. Le cadastre n'existe plus, le contrôle fiscal est à Chalon et le service des hypothèques est en souffrance. On craint le pire pour la suite. Déjà que nous sommes fermés le mer-

credi au public. »

Thomas Gilles est clair : « Les particuliers et les collectivités ont besoin de service de proximité comme ici. La numérisation ne fait pas tout... »

Par ailleurs, les syndicats s'inquiètent sur l'avenir des trésoreries en Bresse comme à Cuissey, Cuissey ou Pierre-de-Bresse.

O.C.

MONTCEAU-LES-MINES - SOCIAL

Les agents se mobilisent ce vendredi pour garder le centre des impôts

Les agents des impôts seront devant le centre des finances publiques ce vendredi pour défendre leur administration menacée selon eux de fermeture d'ici à 2022.

Vu 735 fois | Le 14/02/2019 à 18:06 | mis à jour à 18:47 | Réagir



Centre des impôts de Montceau. Photo C.ROUX



Ils étaient devant le centre des impôts du Creusot ce lundi et seront présents ce vendredi devant le centre des finances publiques de Montceau. Les agents des impôts renouvellent leur action de sensibilisation auprès du grand public pour défendre le maintien du centre des finances, menacé de fermeture dans quelques années. "Certains services ont déjà fusionné avec le centre des impôts du Creusot, et la politique gouvernementale tend à fermer les centres du département au profit d'un ou deux gros centres à Chalon ou Mâcon" évoque Pascal Poyen, membre du bureau de Solidaires71 pour les finances publiques.

La charge de travail des agents due au prélèvement à la source sera de même évoquée. "C'est vrai que cela se passe bien, mais les gens ont des questions auxquelles il nous faut répondre".

Une manifestation départementale à l'initiative de la CGT71, de Solidaires71, FO71 et la CFDT71 (*lire tract ci-dessous*)

LES TRÉSORERIES AUSSI VISÉES PAR DES FERMETURES

La trésorerie de [Ferrety-les-Forges-Palanges](#) a été visée par une fermeture puis finalement maintenue par le ministre des comptes publics en fin d'année dernière.



MONTCEAU-LES-MINES - SOCIAL

Les agents craignent la suppression du centre des finances publiques

Publié le 16/02/2019 à 05:00 Réagir (0)

EDITION ABONNÉ





ACCUEIL

FAITS-DIVERS

POLITIQUE

SOCIÉTÉ

PERDU TROUVÉ

ECONOMIE

CULTURE

SANTÉ

ASSOCIATIONS

SPORTS

ILS NOUS ONT QUITTÉS

Recherche

> Société > Le Creusot – Le service public est en danger dénoncent les syndicats

Le Creusot – Le service public est en danger dénoncent les syndicats

11 février 2019

Communiqué – Les agents des Finances Publiques sont en action soutenus par l'intersyndicale CGT Solidaires FO et CFDT depuis la fin janvier contre les réorganisations de leurs missions et métiers qui préfigurent le démantèlement du réseau DGFIP dans le département.

Concentration des services sur 1 ou 2 sites principaux (on peut penser Chalon et Mâcon), fermeture programmées des trésoreries, création d'agents itinérants sans bureaux, et bien d'autres réjouissances...

Lundi 11 février à partir de 13H15 action devant le centre des finances publiques du Creusot.



LE SERVICE PUBLIC DES FINANCES EN DANGER !

Le Prélèvement à la source : une simplification pour qui ?

Le prélèvement à la source est effectif depuis le 1er janvier 2019.

Le changement du mode de recouvrement de l'impôt sur le revenu modifie, d'ores et déjà, à la fois les comportements des contribuables et l'exercice des missions des agents de la Direction Générale des Finances Publiques qui a perdu

près de 40 000 emplois depuis 2002

dont 23 511 suppressions d'emplois ces dix dernières années.

En Saône et Loire, cela s'est traduit par 144 suppressions d'emplois depuis 2012. En 2019, 18 emplois ont été supprimés ; et ce sont les catégories B et C qui ont été le plus attaquées : ces mêmes catégories qui assurent l'accueil et le traitement des demandes du public...

Pourtant, l'accueil physique des citoyens constitue le point d'entrée principal dans notre administration : en 2016, en Saône et Loire, au total 67 970 citoyens sont venus ou ont téléphoné dans les centres des finances publiques uniquement durant la campagne déclarative d'impôt sur les revenus ; ils sont près de 6 millions au niveau national. Les besoins de la population sont réels.

Mais quelles conséquences pour vous, contribuables, et pour nous, agents des Finances Publiques, devant ces réformes et réorganisations issues de choix politiques ?

COLÈRE



Ag!r

MAINTENANT